



L'écrivain doit-il être public? *Cahier Livres*



Norman McLaren, cinéaste et visionnaire d'hier à demain *Cahier Culture*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CV N° 74

LE DEVOIR, LES SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 AVRIL 2014

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Des bénévoles s'affairent dans le local d'élection de Sylvie Legault dans Mercier.

L'envol des bénévoles

Des milliers de militants servent encore les partis. Mais les signes du déclin se multiplient.

STÉPHANE BAILLARGEON

Vincent Rodrigue était en Suède il y a deux ans pour se renseigner de près sur la social-démocratie et l'économie politique à la scandinave. Le jeune étudiant dans la vingtaine est rentré au pays en passant par Beijing. Il consacre maintenant des dizaines d'heures par semaines à l'élection de Manon Massé, la candidate de Québec solidaire (QS) de Sainte-Marie-Saint-Jacques.

«Je suis ici par conviction, par idéalisme politique», dit-il, attablé dans le local de la candidate, au second étage de la portion commerciale de rue Saint-Denis, à Montréal. D'autres bénévoles s'activent derrière un rideau. Tout près, au coin salon, entre des canapés, une vieille télé diffuse ironiquement une vidéo de feu de foyer. «Je suis ici pour essayer de changer le monde.»

Quelques dizaines de mètres au nord, passant la rue Rachel, on change de circonscription pour pénétrer sur les terres d'Amir Khadir, premier élu de la jeune formation. Le député tient campement avenue du Mont-Royal. Un seul autre parti a pris la peine d'ouvrir un local, le Parti québécois, qui a installé l'équipe de la candidate Sylvie Legault au rez-de-chaussée d'un ancien commerce de plantes vertes, toujours rue Saint-Denis.

VOIR PAGE A 10 : BÉNÉVOLES

UN GRAND DÉRAPAGE ÉLECTORAL ?

Bilan au terme de cinq semaines de campagne difficile

MARCO FORTIER

Le marathon tire à sa fin. Les traits tirés, la voix usée, les chefs achèvent une campagne électorale dure, marquée par des accusations contre l'intégrité de leurs opposants, qui a laissé sur leur faim des électeurs désabusés.

Elle a été bizarre et a déjoué tous les pronostics, cette campagne électorale. La chef péquiste, Pauline Marois, a déclenché la bataille avec une confiance affichée de remporter la majorité des sièges, mais se retrouve 32 jours plus tard au bord du gouffre, dans une lutte serrée contre le coriace Philippe Couillard, du Parti libéral du Québec (PLQ).

Ajoutant au suspense, François Legault (Coalition avenir Québec) et Francoise David (Québec solidaire) finissent la course à plein régime — contre toute attente — en offrant

un refuge aux électeurs déçus des «vieux partis». Ils semblent nombreux, ces électeurs «orphelins». Le regain d'énergie des petits partis augmente la probabilité d'un autre gouvernement minoritaire, 19 mois après le scrutin de septembre 2012.

Afficher ses couleurs

À défaut d'avoir été palpitante, la campagne est venue rebrasser les cartes, en forçant les partis à afficher leurs couleurs. Le Parti québécois (PQ) s'est fait prendre à son propre jeu avec l'arrivée-surprise de Pierre Karl Péladeau, le poing levé, dans la bataille pour «faire du Québec un pays». L'entrée en scène de cette grosse peinture du monde des affaires a transformé la campagne en élection quasi référen-

VOIR PAGE A 10 : BILAN

Le choix du *Devoir*. Sous la plume de Bernard Descôteaux, *Le Devoir* choisit le Parti québécois, d'abord pour les valeurs qu'il continue d'incarner. *Page B 4*

Le PQ a invité Louise Mailloux à se faire discrète. Les propos de la candidate de Gouin sur la laïcité avaient suscité un tollé. *Page A 3*

Dossier · Bilan de campagne. Le point sur chacun des partis. **Les promesses des partis.** Notre tableau comparatif. *Pages A 6, A 7 et A 8*

AUJOURD'HUI



Économie · Le printemps québécois de l'emploi. Mars a vu naître 15 100 emplois, la plupart à temps complet. *Page C 1*



Avis légaux..... C 6
Carrières..... C 4
Décès..... C 8
Mots croisés..... D 5
Petites annonces..... C 8
Sudoku..... D 5



ROBERT SORBO ASSOCIATED PRESS

Kurt Cobain lors d'une performance enregistrée pour les MTV's en décembre 1993. Le 5 avril 1994, le chanteur de Nirvana se donnait la mort.

Kurt Cobain, mythe imposé

20 ans après sa mort, l'icône vacille, mais sa musique reste

FABIEN DEGLISE

Il est arrivé comme il était. Il est parti comme il a voulu être, pour reprendre les grandes lignes de sa chanson. Le 5 avril 1994, Kurt Cobain, leader du groupe grunge Nirvana, a fait s'éteindre définitivement sa voix poétiquement rugueuse dans une résidence de Seattle aux

États-Unis. Il avait 27 ans, une dépendance à l'héroïne, un mal de vivre et une gueule de rebelle sans cause qui, en chœur, ne pouvaient que façonner son mythe: celui de la figure emblématique d'une génération perdue ayant décidé d'amener sa révolte dépressive au point de non-retour.

VOIR PAGE A 10 : COBAIN

GAGNANT DE 2 CÉSAR
MEILLEURE ACTRICE - MEILLEUR SCÉNARIO

LA COMÉDIE FRANÇAISE DE L'ANNÉE:
PLUS DE 2 000 000 DE SPECTATEURS!

★★★★★

« INVENTIF, RÉJOUISSANT ET HILARANT! »
LE PARISIEN

« IL Y AVAIT LONGTEMPS QU'UNE COMÉDIE FRANÇAISE NE NOUS AVAIT FAIT RIRE AUTANT! »
MARC-ANDRÉ LUSSIER, LA PRESSE

« PRÉPAREZ-VOUS À ADORER 9 MOIS FERME! »
MARTIN BILODEAU, ELLE QUÉBEC

9 MOIS FERME
COMMISSAIRE
ALBERT DUPONT

metropole
PRÉSENTÉMENT À L'AFFICHE
metropolefilms.com



RÉALISER
L'IMPOSSIBLE,
UNE AFFAIRE DE
PASSION ET
D'IMAGINATION.

Goldcorp répétait qu'on n'y arriverait jamais. Et pourtant. Avec la collaboration de Yamana Gold et de nos puissants partenaires financiers, nous avons imaginé une transaction qui vaudra à nos actionnaires 22 % de plus que l'offre hostile et inacceptable de Goldcorp. **Qui, en même temps, préservera le siège social d'Osisko au Québec,** nos liens privilégiés avec nos 800 employés et avec nos fournisseurs de toutes les régions du Québec. Impossible ? Pour la minière d'ici, c'est plutôt une affaire de passion et d'imagination.



Osisko,
la **seule**
minière
d'ici.

www.osisko.com

facebook.com/osiskomine



twitter.com/osiskomine



youtube.com/osiskogroup



ÉLECTIONS 2014

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ

Les libéraux publieraient les avis juridiques

GUILLAUME
BOURGAULT-CÔTÉ

à Saint-Jérôme et Montréal

Philippe Couillard l'a promis vendredi: si le Parti libéral du Québec (PLQ) est élu, il rendra publics les avis juridiques du ministère de la Justice sur la charte de la laïcité. Une question de transparence, dit-il.

«Si les Québécois nous font confiance, ces avis seront publiés», a indiqué le chef libéral. «On ne fera pas de sélection.»

M. Couillard a soutenu que «c'est un enjeu qui a été débattu fortement avant l'élection dans la société, et que c'est important de voir sur quels avis le gouvernement s'appuyait pour présenter sa position». «Si vous trouvez que pour votre travail, c'est important que cet éclairage soit donné, j'ai pas d'objection à ce qu'il le soit», a-t-il ajouté à l'intention des médias.

Ce geste inusité — les avis juridiques du ministère sont généralement confidentiels — ne deviendra pas la norme, a toutefois ajouté Philippe Couillard. Il n'a pas totalement



RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE

Philippe Couillard poursuivait vendredi son sprint frénétique de fin de campagne, enchaînant les visites dans les circonscriptions.

fermé la porte à publier d'autres avis au cours d'un mandat libéral, mais il faudrait des circonstances similaires.

«Il faudrait que le dossier soit politiquement aussi important, et qu'il soit débattu de façon aussi intense que la charte l'a été.» La loi spéciale adoptée pendant le conflit étudiant, par exemple? Philippe Couillard reconnaît que ce fut d'une «in-

tensité comparable».

Mais il n'a pas l'intention de dévoiler les avis juridiques qui seront sollicités si les libéraux prennent le pouvoir et déposent un projet de loi pour encadrer les accommodements raisonnables et le principe du visage découvert. «Du moment où on va enlever la partie discriminatoire [du projet pé-

quiote], a-t-il expliqué.

Refus

Les libéraux avaient demandé au gouvernement Marois de publier ces avis dans les derniers mois, mais sans succès. En septembre, *La Presse* avait révélé que les experts en droit constitutionnel du ministère de la Justice avaient présenté un avis juridique négatif au sujet de la charte.

Cette semaine, Pauline Marois a pour la première fois indiqué qu'elle aurait recours à la clause dérogatoire pour s'assurer que le projet de charte passe — si elle est élue. Les libéraux y ont vu la preuve que la charte ne réussirait pas le test constitutionnel.

Philippe Couillard poursuivait vendredi son sprint frénétique de fin de campagne: il prévoit avoir visité 26 circonscriptions entre jeudi et dimanche. La plupart d'entre elles appartiennent à ses adversaires.

Le Devoir

PQ: Louise Mailloux invitée à se faire discrète

Les propos de la candidate de Gouin sur la laïcité avaient suscité un tollé

LISA-MARIE GERVAIS

Où est Louise Mailloux, qui défend les couleurs péquistes dans Gouin? Le Parti québécois ne lui permet pas d'accorder des entrevues aux médias nationaux, a appris *Le Devoir*.

Malgré un bon début de campagne, la candidate qui affronte Françoise David aux élections doit faire profil bas depuis que ses propos, tenus dans son livre sur la laïcité, ont refait surface et semé la controverse, surtout au sein de la communauté juive.

«On ne tient pas à attiser le feu de ce qui est sorti», a confié une source. La décision aurait été prise devant le tollé qu'a suscité la publication d'un billet de blogue de Lise Ravary (*Journal de Montréal*), qui a rapporté des extraits du livre *La laïcité, ça s'impose!*, publié aux éditions du Nouveau québécois. Louise Mailloux s'est excusée de ses propos depuis.



Louise
Mailloux

sène, M. Banville s'est physiquement interposé entre le journaliste et le caméraman de CTV, rappelant que M^{me} Mailloux n'accorderait aucune entrevue. «Elle veut faire une campagne locale et elle le fait. Oui, c'est son choix», a-t-il dit.

M^{me} Mailloux, une enseignante de philosophie respectée au cégep du Vieux-Montréal, avait, à l'instar de Françoise David, tout un fanclub lors du débat à l'église Saint-Arsène. A la fin, des militants se sont étonnés de ne pas l'avoir vue d'avantage sur la place publique, notamment lors de la conférence de presse sur la charte de la laïcité avec le ministre Bernard Drainville et quatre candidates maghrébines.

Ami et éditeur de M^{me} Mailloux, Pierre Dubuc ne s'étonne pas que le Parti québécois n'ait pas voulu donner davantage de visibilité à la candidate. «Il y a eu une campagne vicieuse menée par les journalistes et les organisations juives contre elle, et on peut comprendre la direction du PQ de vouloir contrôler le message jusqu'à un certain point», a indiqué le rédacteur en chef de *L'Aut'Journal*. «Je suis à l'aise avec ça. Je dis toujours qu'une campagne électorale c'est une guerre. Nous, on est de simples soldats et les généraux doivent établir le plan de match».

Pas désavouée

Si M^{me} Mailloux a été forcée de se faire discrète, elle n'a pas été désavouée par son parti. La chef, Pauline Marois, a toujours refusé de condamner les écrits de la candidate. Luciano del Negro, du Centre consultatif des relations juives et israéliennes, a confié au *Devoir* que son organisation avait tatonné pendant six jours le cabinet de M^{me} Marois pour demander qu'elle se dissocie des propos de M^{me} Mailloux. Jamais le PQ n'y a consenti.

Le Devoir

François Legault se pose en révolutionnaire

Le chef de la CAQ a présenté les priorités d'un gouvernement caquiste

MARCO BÉLAIR-CIRINO

à Belœil

Le chef de la CAQ, François Legault, promet une «petite révolution» s'il est porté au pouvoir lundi prochain.

Il a appelé vendredi soir des amateurs de chocolat agglutinés à l'intérieur de la Chocolaterie du Vieux-Belœil à tourner le dos à 40 ans de «vieilles chicanes» entre le Parti libéral du Québec et le Parti québécois. «Les plus vieux se rappellent qu'il y a 50 ans, on a fait la Révolution tranquille. On a dit: "On met derrière nous toutes les vieilles affaires". [...] On est rendu là au Québec. On recommence à neuf. On est rendu là au Québec. Il faut faire une deuxième petite révolution», a-t-il lancé, cerné par des lapins en chocolat.

Dans un dernier blitz d'anti-campagne, M. Legault a fait un saut dans Borduas afin de prêter main-forte au candidat Simon Jolin-Barrette. Le jeune avocat tentera de déloger le député sortant, le péquiste Pierre Duchesne, qui

«Les plus vieux se rappellent qu'il y a 50 ans, on a fait la Révolution tranquille. On a dit: "On met derrière nous toutes les vieilles affaires". [...] On est rendu là au Québec.»

François Legault, le chef de la CAQ

a été élu avec 2514 voix de majorité en 2012. «Vous avez la chance de nous aider à marquer l'histoire lundi soir», a-t-il lancé. L'élection de la Coalition avenir Québec marquerait un «tournant dans l'histoire», a-t-il souligné, avant de remonter à bord de son autobus de campagne, pour appeler à la «petite révolution» les fans de hockey de la Cage aux sports de Drummondville.

100 premiers jours

En début de journée, M. Le-

gault a fait connaître les cinq priorités d'un gouvernement caquiste.

La CAQ honorera tout d'abord sa promesse d'exempter de la taxe santé les Québécois gagnant moins de 45 000 \$ par année. Au terme d'un premier mandat, les familles québécoises auront «dans leur poche 1000 \$» de plus, a expliqué M. Legault, lors d'un point de presse à Victoriaville.

La CAQ entend adopter rapi-

dement une Charte des contribuables, qui limitera à l'inflation toutes hausses de taxes et de tarifs. Il s'agira de la loi 1.

M. Legault mettra en branle le projet Saint-Laurent en revoyant de fond en comble le fonctionnement d'Investissement Québec, afin que le «bras droit» du gouvernement appuie mieux le développement économique de tout le Québec.

La CAQ promet également de mettre fin aux nominations partisans aux postes clés des ministères ainsi que des sociétés d'État, en soumettant chacune d'elles à l'examen d'une commission parlementaire. «Fini le régime des petits amis!» a-t-il averti.

Enfin, la formation politique jure de faire adopter une charte de la laïcité «plus équilibrée». En 100 jours, pas plus. Promesse d'un «entrepreneur-gestionnaire».

Le Devoir



PLONGEZ DANS L'ÉTÉ
FORFAITS VOLS INCLUS

7 NUITS TOUT COMPRIS
VOLS INCLUS AU DÉPART
DE MONTRÉAL ET D'OTTAWA

À PARTIR DE

1599\$
par adulte

Réservez avant le 6 mai pour un séjour jusqu'au 31 octobre 2014.

CANCÚN YUCATÁN SOUS UN JOUR
NOUVEAU DÈS L'ÉTÉ 2014

Le Village Cancún Yucatán au Mexique proposera des nouveautés qui rendront votre séjour encore plus mémorable.



DE NOUVELLES CHAMBRES FAMILIALES
QUI ALLIENT ESPACE ET INTIMITÉ

Le Club Med proposera de nouvelles Chambres Club et Deluxe pour les familles* qui désirent des espaces séparés et privés pour les parents et les enfants.



DU TOUT NEUF POUR LES TOUT-PETITS
NOUVEAU! Le Petit Club Med™*** pour

les enfants de 2 et 3 ans* s'ajoutera aux encadrements pour les enfants de 4 à 17 ans. De plus, les enfants de moins de 4 ans y séjournent gratuitement***.



DES RESTAURANTS ET UN LOUNGE
REPENSÉS ET RÉNOVÉS

Les restaurants offrent une nouvelle expérience culinaire et proposent une cuisine savoureuse et créative, associée à un art de la table irréprochable.

Pour en savoir plus ou réserver, contactez votre professionnel du voyage, composez le 1 800 CLUBMED, ou visitez le www.clubmed.ca.

Club Med

71 Villages tout compris à travers le monde

14 1495-05

* Le prix indiqué en exemple est par adulte, basé sur un séjour de 7 nuits en occupation double dans une chambre Club au Club Med Columbus Isle, Bahamas au départ de Montréal ou d'Ottawa le 27 mai 2014, les vols aller-retour et les transferts vers/depuis le Village étant inclus. Offre valable pour des nouvelles réservations individuelles seulement et pour des dates de voyage particulières jusqu'au 31 octobre 2014. Doit être réservé avant le 6 mai 2014. ** Disponible à partir de début juillet. *** Des frais supplémentaires s'appliquent. ** Le séjour des enfants de moins de 4 ans est gratuit dans la plupart de nos Villages familiaux. Sandpiper Bay, Floride; Xtapa Pacific et Cancun Yucatán, Mexique; Punta Cana, République dominicaine; Columbus Isle, Bahamas; Les Boucaniers, Martinique et La Caravelle, Guadeloupe. Le séjour des enfants de 4 et de 5 ans est gratuit dans la plupart de nos Villages familiaux européens, sauf les Villages de ski. Pour le séjour des enfants âgés de 6 à 12 ans (et les enfants âgés de 4 et de 5 ans qui ne peuvent bénéficier du séjour gratuit dans certains Villages), le client profite d'une économie de 50 % (basée sur le prix adulte) pour tous les Villages familiaux. Pour le séjour des enfants de 13 à 15 ans, le client profite d'une économie de 40 % (basée sur le prix adulte) pour tous les Villages familiaux. Les billets d'avion des enfants doivent être payés par le client si les vols sont réservés par Club Med. Les enfants séjournant gratuitement doivent être logés dans la même chambre ou la même unité communicante que les adultes payant leur séjour. Un minimum de 3 nuits est requis (7 nuits minimum pour Columbus Isle, et les vols doivent être réservés avec Club Med). L'offre est sujette à un contrôle du remplissage et les prix sont sujets à changement. Certaines dates non disponibles à la réservation. Pour Columbus Isle, les invités doivent être âgés de 2 ans et plus. Pour Turquoise, les invités doivent être âgés de 18 ans et plus. Les frais de membre Club Med sont en supplément et sont de 60 \$ par adulte et 30 \$ par enfant. D'autres restrictions peuvent s'appliquer, les conditions de la brochure et les frais de modification/d'annulation. Club Med n'est pas responsable des erreurs ou omissions. Les prix incluent la TPS et la TVQ. Pour des voyages réservés par un agent de voyages du Québec, les prix n'incluent pas la contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 1 \$ par tranche de 1 000 \$ de services touristiques achetés. Permis du Québec.

ÉLECTIONS

DANS L'ŒIL DU CITOYEN

Les orphelins

Pour un regard différent sur la campagne en cours, *Le Devoir* a invité le directeur de l'Institut du Nouveau Monde, Michel Venne, à signer chaque samedi avant le scrutin une chronique laissant préséance aux considérations qui guideront l'électeur dans son choix.



MICHEL VENNE

Je croise depuis quelques jours de nombreux orphelins politiques. Ils iront tous voter. Car ils croient en la démocratie et refusent de s'en laisser exclure par la déception. Mais ils ne se retrouvent pas, ou pas tout à fait, dans l'offre partisane qui nous est faite. Ils exprimeront lundi un message qui pourrait ressembler à un soupir d'insatisfaction. Les deux partis dominants sont mis en cause au premier chef. Car les deux autres n'ont pas réussi à construire une communauté d'adhérents suffisante pour être reconnus comme une solution de remplacement crédible. Les orphelins ont le sentiment qu'aucun parti ne propose la synthèse originale qui sied aux priorités de notre époque et à l'identité québécoise telle qu'elle se construit depuis quelques décennies.

◆ ◆ ◆

J'observe le Québec depuis plus de trente ans et lorsque j'en parle à des étrangers, j'évoque un peuple fier de son identité, mais qui se rassemble autour de valeurs civiques fortes. Un peuple ouvert aux influences de cultures diverses et qui s'en imprègne volontiers pour inventer une manière de vivre ensemble unique en Amérique. Mais dans laquelle le français est une langue médiatrice et créative qui nous ouvre tous les continents. Nous sommes nationalistes. Mais notre affirmation nationale est balisée par les règles d'une société de droit réunie par le désir de protéger les libertés.

J'entends une société chanter les vertus de la solidarité, pas toujours pratiquée à la hauteur de ses prétentions, mais qui participe à son identité. S'exprime l'espoir d'une société juste dans laquelle chacun contribue en fonction de ses capacités et reçoit les services que nous avons jugés collectivement nécessaires pour le bien-être de tous. C'est une société qui combat les inégalités mieux qu'ailleurs et qui exècre l'arrogance des riches, même si tout le monde est d'accord pour créer de la richesse.

Je constate au sein de la nation québécoise un fort désir d'expression individuelle. Les dogmes, fussent-ils économiques, syndicaux, gestionnaires ou religieux, ne sont guère prisés. L'autonomie per-

sonnelle, la paix de l'âme, la douceur de vivre sont des objectifs légitimes et partagés qui appellent à une efficacité des services publics, mise au service du bonheur personnel en toute équité, mais aujourd'hui déficiente en regard des attentes.

Je pourrais continuer, mais je souligne ce que je crois être un dernier trait commun, lui aussi pétri de contradictions. C'est la volonté d'engager le Québec dans un développement durable, autant pour améliorer la qualité de vie de chacun que pour contribuer à sauver la planète. Les valeurs environnementales sont fortes. Si les comportements ne suivent pas toujours, c'est souvent parce que les administrations publiques et le secteur privé échouent à créer les conditions de leur exercice.

◆ ◆ ◆

Or dans cette campagne, on nous a offert le choix entre, d'une part, un nationalisme ethnique, frileux, replié sur lui-même, suscitant la haine de minorités religieuses pourtant invitées à s'établir chez nous et, d'autre part, l'absence de nationalisme ou le rejet de l'identité collective comme faisant partie des « vraies affaires ». Lévesque et Bourassa nous ont quittés et leurs descendants renient leur testament.

Nous avons eu droit à d'ostentatoires manifestations de l'arrogance de riches à l'aise avec les paradis fiscaux, avec les indemnités de départ injustifiables ou avec la possession d'actifs qui mettent leur propriétaire en conflit d'intérêts avec une charge publique. Le 1% au pouvoir? Les Québécois n'en veulent pas.

Aucun engagement majeur ne fut pris pour faire espérer les réformes nécessaires pour que nos systèmes de santé et d'éducation soient à la hauteur de nos espérances. Tandis que le développement durable fut proscrit du dictionnaire électoral.

J'espère que lundi, le premier ministre issu des urnes, homme ou femme, exprimera devant son peuple un vœu d'humilité, une promesse d'introspection et une volonté de se remettre à l'écoute de la population avant de mettre en œuvre des décisions avec lesquelles, de toute manière, la majorité aura exprimé son désaccord en votant pour d'autres partis. Cette campagne nous a tous fait mal. Nous aurons besoin d'une période de guérison. De nous retrouver comme collectivité vibrante et unie. Ce sera très difficile, mais je ne pourrais vivre sans espérer.

BOISÉ WOODFIELD

Maka Kotto a fait fi de l'avis du ministère

ISABELLE PORTER

à Québec

Des documents obtenus par *Le Devoir* révèlent que le ministre de la Culture Maka Kotto avait fait fi de l'avis de ses fonctionnaires en autorisant le projet Woodfield en décembre.

Deux mois avant que le ministre donne le feu vert, une analyse interne avait recommandé de refuser la demande du promoteur Bildeau Immobilier.

Ce dernier avait multiplié les démarches pour pouvoir construire 75 condominiums dans le boisé Saint-Patrick de l'arrondissement historique. Entre décembre 2010 et fin 2012 seulement, cinq versions différentes du projet avaient été analysées par les fonctionnaires sans jamais leur donner satisfaction.

Ces renseignements figurent dans la défense écrite produite par les avocats du minis-

Un opposant donne son soutien au PQ

L'un des critiques les plus connus de Maka Kotto dans ce dossier a malgré tout publiquement donné son appui au candidat local du Parti québécois cette semaine. Charles-Robert Dionne est vice-président de la Coalition pour l'arrondissement historique de Sillery. Il a cosigné mercredi une lettre d'appui au candidat péquiste dans Jean-Talon, Clément Laberge. La décision de Maka Kotto dans le dossier Woodfield ne faisait pas l'unanimité au Parti québécois. En janvier, l'exécutif du PQ dans Jean-Talon avait voté une résolution pour « déplacer » le projet Woodfield afin « d'assurer la préservation du boisé ».

M. Laberge en était alors le président. Outre M. Dionne, M. Laberge a aussi eu l'appui de l'ex-ministre péquiste Paul Bégin, du constitutionnaliste Henri Brun et de l'ancien candidat d'Equipe Labeaume Sébastien Chamberland.

tre, qui est devant les tribunaux dans cette affaire. Les propriétaires de l'immeuble voisin, les Jardins de Coulonge, réclament l'annulation de l'autorisation donnée au projet Woodfield par le ministre. Situés à l'ouest du site de Woodfield, les Jardins de Coulonge sont un complexe d'appartements locatifs. Ses pro-

priétaires allèguent que le ministre a abusé de son pouvoir discrétionnaire en autorisant le projet.

En plus des fonctionnaires du ministère, le Conseil du patrimoine culturel du Québec (CPCQ) avait lui aussi recommandé qu'on rejette le projet Woodfield parce qu'il ne respectait pas avec les orienta-

tions du ministère pour l'arrondissement historique.

Or, les avocats du ministre Kotto plaident que « *le CPCQ et les analystes du MCC* [ministère de la Culture et des Communications] *ont essentiellement un rôle de conseiller du ministre dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire.* »

Les documents révèlent par ailleurs que le ministre a déjà envisagé d'acquérir les terrains du boisé en 2013. Maka Kotto songeait à en faire un parc public, mais un avis de la Commission de la capitale nationale (CCN) l'avait convaincu que cela n'en valait pas la peine. La CCN estimait qu'il présentait « *une valeur patrimoniale faible* » et avait un potentiel de mise en valeur « *très limité* ».

Dès lors, le ministre a jugé qu'il n'était pas « *dans l'intérêt public* » d'investir les millions nécessaires à l'acquisition du lieu.

Le Devoir

PARTI CONSERVATEUR

Eve Adams se défend d'avoir mal agi

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

La députée Eve Adams, qui fait l'objet d'une enquête de son parti quant à des allégations de mauvaise conduite dans le cadre d'une course à l'investiture à Toronto, réplique qu'elle n'a rien fait de mal.

« *Tout ce que j'ai fait est tout à fait conforme à toutes les règles. Tout ce que j'ai fait, d'autres députés de mon parti et d'autres partis le font, et continuent de le faire* [...] *Mais je suis la seule qui soit mise au pilori dans les médias* », s'est défendue M^{me} Adams, dans une entrevue accordée au *Toronto Star*.

La députée de Mississauga tente de se porter candidate dans une nouvelle circonscription, Oakville, qui sera créée dans la région de Toronto aux élections de 2015. La lutte à l'investiture y est salée, M^{me} Adams et l'exécutif du Parti conservateur (PC) dans la circonscription étant à couteaux tirés. Cette semaine, le président de l'exécutif a envoyé une lettre au premier ministre, l'avertissant de gestes qu'aurait posés la députée et qui enfreindraient les règles du parti. Stephen Harper a demandé que le PC fasse enquête. Mais M^{me} Adams martèle qu'elle n'a rien enfreint du tout.

Accès restreint?

L'exécutif conservateur d'Oakville avance notamment qu'elle se serait servie de la sophistiquée base de données du PC — ce qui lui aurait permis d'identifier des électeurs



ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE au sein du PC.

de la nouvelle circonscription. M^{me} Adams rétorque qu'elle en a le droit. « *Tous les députés conservateurs ont accès au CIMS* [le système du parti] *pour la circonscription dans laquelle ils se présenteront* », soupiente la députée. Le PC n'a pas voulu préciser les règles entourant l'accès à la banque de données. Certaines sources ont confié aux médias que cet accès serait offert aux candidats seulement après qu'ils ont remporté l'investiture.

M^{me} Adams nie en outre avoir abusé de ses ressources parlementaires en envoyant des lettres préaffranchies aux

résidents d'Oakville. Elle dit avoir d'abord vérifié auprès d'Elections Canada et de la commissaire à l'éthique. Qui plus est, elle avance que la chef de cabinet adjointe de M. Harper, Jenny Byrne, a donné son accord à ce qu'elle se présente dans la nouvelle circonscription. Le bureau du premier ministre a refusé de commenter cette affirmation.

M^{me} Adams plaide enfin qu'elle a toujours la confiance du premier ministre. Ce dernier l'aurait invité à participer à une annonce à Mississauga, jeudi. À ce sujet, le porte-parole de M. Harper Carl Vallée a indi-

qué que « *tous les députés de la grande région de Toronto ont été invités, à ma connaissance.* »

L'exécutif conservateur d'Oakville a en outre allégué que M^{me} Adams s'était présentée à l'improviste à l'une de leur réunion, le mois dernier, accompagnée de son fiancé Dimitri Soudas (ex-proche conseiller de M. Harper) et qu'elle aurait refusé de partir et aurait « *agressé verbalement* » les membres présents. M. Soudas était directeur du PC à l'époque, il a été sommé de démissionner dimanche.

Le Devoir

Merci à tous nos bénévoles et donateurs!

Votre présence fait la différence.



UZEMA, RELEVÉE



LUCAS, RELEVÉ



DENIS, RELEVÉ



HÉMA-QUÉBEC

SEMAINE DE L'ACTION BÉNÉVOLE

Benoît Roberge écope de huit ans de prison

Une peine de huit ans de prison a été imposée vendredi à l'ex-enquêteur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) Benoît Roberge, coupable d'avoir vendu des renseignements aux Hells Angels. Le juge de la Cour du Québec Robert Marchi a acquiescé à la recommandation conjointe de la Couronne et de la défense, qui réclamaient quatre ans d'emprisonnement pour chacun des deux chefs d'accusation de gangstérisme et d'abus de confiance dont il s'était reconnu coupable. Le magistrat a eu des mots durs pour Roberge alors que le prévenu demeurait impassible sur le banc des accusés. « *L'accusé, par ses agissements, a détruit sa vie, mais encore pire, encore plus triste, celle de sa famille*, a dit le juge. *Il a trahi sa famille, il a trahi des amis. Il a trahi la confiance de ses collègues. Il a trahi le système judiciaire.* » Pour sa part, l'avocat de la défense, Richard Perras, a qualifié la peine de sévère mais juste. « *Il s'agit d'une fin triste à ce dossier, mais également une fin raisonnable* », a dit M^e Perras.

La Presse canadienne

Porter poursuit son effort jusqu'au 8 avril.

Le solde *Gym et régime* de Porter se prolonge jusqu'à mardi. Jusqu'à 50 % de rabais sur le tarif de base. Économisez à tour de bras et bombez le torse. Réservez d'ici le mardi 8 avril.



Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 8 avril 2014. Voyagez d'ici le 30 juillet 2014. Le rabais est compris dans les tarifs. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires. Un supplément peut être facturé pour les bagages enregistrés et d'autres services optionnels.* Tarifs à partir de :

HALIFAX 3 par jour 167 \$	TORONTO 17 par jour 126 \$	SAULT STE. MARIE 151 \$	ST. JOHN'S 240 \$	SUDBURY 192 \$	THUNDER BAY 201 \$	TIMMINS 192 \$	WINDSOR 166 \$	BOSTON 209 \$
CHICAGO 240 \$	MYRTL BEACH 276 \$	NEW YORK 219 \$	WASHINGTON Dulles 171 \$	PRIX TOUT COMPRIS				

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

flyporter.com

*Réservez d'ici 23 h 59 heure de l'Est le 8 avril 2014. Voyagez d'ici le 30 juillet 2014. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles du 18 au 21 avril 2014, du 16 au 19 mai 2014 et du 27 juin au 1^{er} juillet 2014. Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés sont fonction de la disponibilité et peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires, qui peuvent atteindre 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. D'autres conditions (comme des frais de 25 \$ pour l'enregistrement d'un premier bagage et de 35 \$ pour un deuxième sur les vols à destination ou en provenance des É.-U., des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage sur les vols au Canada et des frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent être modifiées sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Pour en savoir plus, allez à flyporter.com. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

BILAN DE



Le dernier effort à fournir pour le PLQ est de «faire sortir le vote».

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Un gros merci à PKP

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Philippe Couillard a prévenu les journalistes. «*Vous savez, quand je trouve quelque chose de drôle, j'ai tendance à le répéter plusieurs fois*». Or, en cette fin de marathon, il y a une chose qui amuse beaucoup M. Couillard et qu'il répète dans tout rassemblement: «*Je me sens tellement en forme que je ferais bien dix jours de plus. Mais ce sont les jeunes qui ne sont plus capables de suivre!*»

Drôle? En tout cas, les foules libérales se dérident chaque fois que Philippe Couillard raconte sa boutade. Il faut dire que sur scène, le chef libéral exulte depuis quelques jours. Finie, la «*neutralité émotive*» de neuro-chirurgien. Sourire facile, énergie apparente, aisance croissante dans le discours, M. Couillard incarne à lui seul la bonne humeur qui règne dans la caravane libérale à l'approche du jour J.

La victoire ne fait pas trop de doute aux yeux des stratèges libéraux. Tous les indicateurs de sondages sont bons, la base militante est mobilisée, ne reste qu'à «*faire sortir le vote*»... et voir si le parti pourra décrocher une majorité. «*Il faut se donner un congé d'élections pour quatre ans*», ne cesse de demander Philippe Couillard, qui plaide pour avoir les coudées franches à Québec.

Pour sa première campagne, l'ancien médecin aura profité d'un coup de main inespéré

qui aura eu pour son parti l'effet d'un défibrillateur sur un patient en arrêt cardiaque: l'arrivée de Pierre Karl Péladeau au Parti québécois (PQ). Le combo PKP-poiing levé a complètement galvanisé le Parti libéral du Québec (PLQ) en ramenant l'enjeu du référendum à l'avant-plan. Le vent a tourné dès lors.

Du coup, les hésitations du chef libéral sur la question de la langue et de la charte de la laïcité ne lui ont pas nui.

Le combo PKP-poiing levé a complètement galvanisé le Parti libéral du Québec en ramenant l'enjeu du référendum à l'avant-plan

Même chose pour les questions d'intégrité et de ses liens avec Arthur Porter ou l'Arabie Saoudite. Vent de dos, et voile gonflée jusqu'à la fin.

Boue

Dans tous ses discours devant des militants — et il les multiplie depuis dix jours —, Philippe Couillard parle de PKP et du référendum. Il évoque aussi les insultes dont il se dit victime. Selon lui, le choix de l'élection est ainsi tracé: «*le référendum et la boue, ou un gouvernement dédié à l'emploi et l'économie*», avec un premier ministre qui choisit «*le respect*» comme mode de dialogue.

Sans être un grand orateur, Philippe Couillard a beaucoup appris depuis 18 mois. Dans

ses discours, il alterne entre critiques du PQ et propositions libérales. Méthode éprouvée: il évoque des mesures ciblées, des échographies payées, un crédit d'impôt à la rénovation, une aide à l'achat d'une première résidence (ou au maintien dans leur maison pour les aînés), des cliniques ouvertes tous les jours. «*Y a-tu un parent qui ne veut pas que son enfant soit bilingue?*», demande-t-il lorsque vient le moment de parler de l'anglais intensif dès la sixième année. Le succès est constant.

Candidat dans Robertval (où son élection s'annonce serrée), Philippe Couillard a aussi chaque fois un mot pour les régions et un enjeu local: ici, un viaduc à construire, là, un appareil de résonance magnétique à acheter, ailleurs, un bout d'autoroute à compléter...

C'est avec cet équilibre entre un discours économique et un rappel constant de la supposée menace référendaire qu'il aura mené sa campagne.

Vendredi, les médias lui ont demandé s'il pouvait dire merci à PKP pour lui avoir fourni des munitions qu'il ne semblait pas avoir en début de campagne. Philippe Couillard s'est «*mordu les joues*» pour ne pas dire oui: il a souri, avant de répondre qu'il «*n'irait pas jusque-là*». Mais une heure plus tard, dans un autre rassemblement, c'est bien de PKP qu'il parlait encore...

Le Devoir



L'arrivée de Janette Bertrand dans la campagne du PQ n'a pas eu le meilleur effet.

PARTI QUÉBÉCOIS

Dépassé par les événements

ROBERT DUTRISAC

Même avec une victoire — courte, il va sans dire — lundi, Pauline Marois aura perdu son pari. Au moment du déclenchement des élections, le Parti québécois était favorisé par les sondages, en remontée constante depuis l'été dernier, et la chef péquiste coiffait Philippe Couillard au titre de la personne la plus apte à occuper la plus haute fonction. Son but, c'était de décrocher une majorité qui semblait à portée de la main.

Dès le premier jour, la campagne a connu un raté quand la chef péquiste a refusé de s'adresser aux journalistes, se contentant d'une déclaration qui devait être marquante mais qui est tombée à plat. Déjà, le camp péquiste était en mode rattrapage.

Le 9 mars, Pierre Karl Péladeau a fait irruption, le poiing levé, se posant en Bolivar québécois, une apparition dont aurait été fier feu Pierre Falardeau et qui a fait saliver Jacques Parizeau. Ce n'était pas un discours improvisé: les mots avaient été pesés et Pauline Marois avait donné son imprimatur.

Euphoriques, les péquistes sont tombés dans le piège à ours tendu par les libéraux qui ne souhaitaient qu'une chose: propulser l'enjeu du référendum au centre de la campagne.

A partir de ce moment, le PQ était en porte à faux. La ritournelle de la campagne péquiste, reprise au début et à la fin des assemblées partisans, qui n'était qu'un «*boumboum*» martelé, et non pas une mélodie, reprenait le rythme du «*On veut un pays*» que les militants ont eu pourtant la consigne de ne plus scander.

Par la suite, ce fut l'esprit d'escalier qui a caractérisé le discours de Pauline Marois. Dans un premier temps, elle a affirmé qu'elle ne s'engageait ni à tenir un référendum, ni à ne pas en tenir. Comme cette position «entre deux chaises» n'était pas suffisante, elle a dû pousser le bouchon plus loin: «*Il n'y aura pas de référendum, tant que les Québécois ne seront pas prêts*». Ensuite, elle en a rajouté une couche: «*Ce n'est pas ma priorité*». Tout pour faire grincer des dents ses militants, ce qui peinait Pauline Marois. «*L'enjeu de la cam-*

«*Nous sommes passés de surprise en surprise. On est sorti de notre plan de match.*»

Un stratège péquiste

pagne, c'est l'élection d'un gouvernement», a-t-elle répété à satiété.

D'entrée de jeu, la stratégie de communication du PQ était déficiente. On tablait sur le bilan du gouvernement Marois. On avait oublié une règle de base en politique: les électeurs ne votent pas pour ce qu'ils ont eu, mais pour ce qu'ils auront. Et les journalistes, devant ce flot d'engagements ressassés, se sont rabattus sur les à-côtés, les «side-shows».

Bernard Drainville a tenté de souffler le ballon de la charte de la laïcité, un sujet dont une bonne partie de l'électorat semble avoir soupé. L'arrivée de Janette Bertrand dans la campagne n'a pas eu le meilleur effet quand elle a exprimé les craintes imaginaires que lui inspirent «*des étudiants riches de McGill*». Les propos de Philippe Couillard sur le nécessaire bilinguisme des ouvriers d'usine ont toutefois permis au PQ de marquer des points avec la question identitaire.

De leur propre aveu, les stratèges péquistes ont été désarçonnés par la réaction allergique d'une majorité de Québécois à la seule évocation d'un référendum. «*Nous sommes passés de surprise en surprise. On est sorti de notre plan de match*», a confié l'un d'entre eux. Un constat d'échec. Reste que les péquistes fondent leurs espoirs sur leurs sondages internes qui s'améliorent et les mettent en avance de 11 points sur les libéraux chez les francophones. «*Un point par jour et on gagne une majorité*», tentait de se convaincre Pauline Marois, jeudi, devant ses militants.

Le Devoir



Les quatre chefs de parti étaient réunis le jour du débat télévisé.

OPTION NATIONALE

Une campagne partout au Québec

D'abord les régions, ensuite la circonscription. La campagne du chef d'Option nationale, Sol Zanetti (notre photo), a été divisée en deux temps. «*À la dernière élection, la stratégie était de cogner à toutes les portes de [la circonscription de] Nicolet-Béancour dans le but de faire réélire [l'ex-chef Jean-Martin Aussant]*», explique M. Zanetti, qui se présente dans la circonscription Jean-Lesage, près de Québec. «*Cette fois, on a mis en place une stratégie différente. On est allés partout dans le Québec. De La Sarre en Abitibi à Sept-Îles, en passant par Chicoutimi et Gaspé, et l'Outaouais et l'Estrie. On voulait montrer qu'on était un parti de région, on ne se confine pas aux centres urbains.*»

D'un point de vue médiatique, c'était plus payant, note-t-il. «*Partout où je suis allé, les médias locaux se sont déplacés et on a eu une très belle couverture.*» Cette fois, contrairement à la dernière élection de 2012, Option nationale n'avait pas autant à se faire connaître. «*On a eu une belle réception. Les gens partout au Québec ont assurément entendu parler de nos idées.*» Après 2% des voix obtenues à la dernière élection, ON, qui présente 116 candidats sur un total de 125, espère doubler ses



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

appuis et faire élire son chef dans Jean-Lesage. Et si rien de tout ça n'arrive? «*Notre stratégie politique des prochaines années va être déterminée par le résultat du 7 avril. Mais ce qui va être au cœur de notre plan va rester la promotion de l'indépendance.*»

Lisa-Marie Gervais

LOFT ANGUS

60 SUPERBES CONDOS AU DESIGN UNIQUE

EN CONSTRUCTION MAINTENANT

Venez visiter notre bureau des ventes et notre condo témoin
3550 Rachel Est Montréal, Québec, H1X 3H8
514-949-4043
loftangus.com

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES • COUPLES

25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

Congédié ?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

CAMPAGNE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Malgré les sondages, dans lesquels il récolte 20% des intentions de vote, François Legault reste optimiste.

COALITION AVENIR QUÉBEC

Les hauts et les bas de Legault

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le chef de la CAQ, François Legault, s'affaire ces jours-ci à des exercices de visualisation dans lesquels l'« entrepreneur-gestionnaire » vogue vers la victoire.

Tout cela malgré 20% des intentions de vote dans les sondages d'opinion? « *Un athlète qui ne vise pas la médaille d'or ne gagnera jamais la médaille d'or* », rétorque le comptable agréé.

À 48 heures du scrutin, M. Legault refuse obstinément de conjecturer sur le sort de la CAQ advenant l'élection d'un gouvernement libéral ou péquiste. En revanche, il détaille avec plaisir le programme des 100 premiers jours d'un gouvernement caquiste ou la composition de son éventuel conseil des ministres. « *Après l'hiver libéral et péquiste, [M. Legault] promet le printemps caquiste.* »

L'autobus de la CAQ s'arrêtera lundi soir dans la circonscription de L'Assomption, après une campagne difficile — souvent dans l'ombre de celles du PQ et du PLQ. Impuissant, M. Legault a vu ses électeurs passer vers les camps du PQ, puis du PLQ. L'amateur de tennis et de hockey — mais moins de *bowling* — a dû mener une campagne sportive afin d'attirer l'attention des électeurs sur sa promesse d'alléger le fardeau fiscal des familles québécoises. « *Ça fait quarante ans qu'on a des vieilles chicanes sur la Constitution. Pendant ce temps, on n'a pas modernisé notre État* », a souvent répété M. Legault, mais en vain.

Livrant la « *bataille de sa vie* », l'homme politique de 56 ans n'était pas prêt à baisser les bras. À mi-parcours, il a plutôt jeté les gants face à ses adversaires, ne manquant pas une occasion de rappeler le « *deal* » entre le couple Marois-Blanchet et la FTQ, ou encore les liens d'affaires noués entre Philippe Couillard et Arthur Porter. Il a aussi haussé le ton devant la montée

du chef libéral, accusant ce dernier de ne pas « [avoir] de couilles », et de faire sien le « *bilan de merde* » de son prédécesseur Jean Charest.

Contrairement aux « deux vieux partis », la CAQ montre patte blanche, mais surtout a le « *courage* » de dire non, notamment au très populaire maire de Québec, Régis Labeaume. Pour le meilleur et pour le pire. « *On n'a personne à protéger. Je ne dois rien à personne* », a fait valoir M. Legault entre deux arrêts dans une Cage aux Sports.

La performance livrée par François Legault au *Face-à-Face* de TVA a offert un nouveau souffle à la campagne de la CAQ, lui permettant de donner le ton à différents moments. La polarisation des voix entre les familles fédéraliste et souverainiste s'est estompée, et la CAQ a retrouvé vie.

Avec sa baisse de taxes de « *1000 piastres* », l'auteur du Projet Saint-Laurent a forcé Pauline Marois et Philippe Couillard à promettre à leur tour de resserrer les dépenses publiques et d'alléger le fardeau fiscal des Québécois.

Jusqu'au bout, François Legault soutient être le seul apte à administrer le « *remède de cheval* » nécessaire afin de relever le Québec.

Grand champion d'un « *pool* » de hockey auquel pas moins de 20 000 personnes avaient participé, le chef de la CAQ a été appelé vendredi à prédire l'issue de l'affrontement en cours. « *C'a été difficile en première. On avait un «goon» [Philippe Couillard] qui faisait peur au monde en première période. En deuxième période, il y a quelqu'un [Pauline Marois] qui a essayé de ramener un vieux joueur [Janette Bertrand] pour parler d'une charte, mais ça n'a pas fonctionné. En troisième période, on a vu notre équipe prendre le contrôle, parler des vrais sujets, compter plusieurs buts. Je pense qu'on va gagner le match lundi.* »

Le Devoir

Legault soutient être le seul apte à administrer le «remède de cheval» nécessaire au Québec



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Françoise David souhaite que la sympathie qu'elle soulève chez le public se reflète dans les intentions de vote.

QUÉBEC SOLIDAIRE

Susciter espoir et changements

MÉLANIE LOISEL

« *Jamais un député solidaire ne s'assoira à côté de Pierre Karl Péladeau.* » S'il y a une phrase qui a marqué la campagne électorale de Québec solidaire (QS), c'est bien cette déclaration de Françoise David. Pour une rare fois, la femme posée a levé le ton pour déplorer la candidature de l'expatréon de Québecor qui a été au cœur de quelques lockouts.

Ce jour-là, il y a eu un point de rupture. QS s'est complètement dissocié du Parti québécois (PQ), au point de courtiser une partie de son électorat plus progressiste et souverainiste. Pour les solidaires, la nomination de PKP est la preuve que le PQ a pris un tournant à droite et qu'il est maintenant à la merci des grandes entreprises. En fin de campagne, QS est même revenu à la charge en appelant M. Péladeau à rendre des comptes sur les activités des filiales de Québecor au Delaware, un État américain qualifié parfois de « *paradis fiscal* ».

Bien que plusieurs experts en fiscalité aient expliqué que de nombreuses entreprises québécoises étaient incorporées au Delaware, le député de Mercier, Amir Khadir, n'en démord pas. En brandissant des articles du *New York Times* et *The Economist*, il réclame des explications et dénonce du même souffle les banques, les

minières, les pétrolières qui cherchent, dit-il, à échapper au fisc. Si son parti prenait le pouvoir, M. Khadir affirme sans gêne qu'il taxerait davantage ces grandes multinationales.

Avec des propositions comme l'ajout de 50 000 logements sociaux en cinq ans, l'ouverture des CLSC 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, l'augmentation du revenu minimum à 12 600 \$ par année, l'embauche de 15 000 nouveaux enseignants d'ici 2020, QS soutient d'ailleurs qu'il serait en mesure d'assurer le financement de ces services publics en grugeant dans les poches des plus riches et en réduisant certaines dépenses, par exemple du côté de l'achat de médicaments.

Avec un programme comme Pharma-Québec, QS estime qu'il pourrait récupérer 2 milliards. Il affirme aussi qu'en empruntant 20 milliards, le Québec serait en mesure d'entamer sa « *sortie du pétrole* » en investissant notamment dans les transports collectifs. Aux dires des solidaires, ce projet pour le moins ambitieux pourrait se réaliser d'ici 2030 s'il y avait une réelle volonté politique.

Cette fameuse « *volonté politique* » est-elle au rendez-vous? Les critiques dirigées contre QS permettent d'en douter. Dans les autres partis et au sein même de la population, les solidaires conservent une étiquette d'idéalistes, qui

leur colle à la peau malgré les efforts consentis pour présenter un programme complet et mener une véritable campagne de terrain.

Au fil des élections, QS est tout de même parvenu à se bâtir une base militante, et ce, pas seulement à Montréal. À Rouyn-Noranda, ils étaient bel et bien une centaine réunis dans un petit bar de la ville un vendredi soir pour écouter Amir Khadir et le candidat local, Guy Leclerc. Et cette semaine, une pizzeria de Sherbrooke était pleine à craquer quand Françoise David a prononcé un discours sur le syndicalisme. Dans l'auditoire, de nombreux jeunes de moins de 30 ans buvaient ses paroles.

Les partisans de QS diront qu'à elle seule, Françoise David incarne le parti du changement, voire de l'espoir. Son calme, sa constance, sa pertinence lui fournissent un atout de taille: peu importent les allégeances politiques, c'est un peu tout le monde qui aime « *Françoise* ». « *Mais j'aimerais que ça se reflète aussi sur mon parti* », mentionne-telle bien humblement en espérant que les solidaires feront une percée lundi. QS mise sur l'élection de Manon Massé dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, d'Alexandre Leduc dans Hochelaga-Maisonneuve et d'Andrés Fontecilla dans Laurier-Dorion.

Le Devoir

Temps morts, temps forts

La campagne électorale 2014 restera celle de tous les coups bas, empruntant à la rhétorique belliqueuse des États-Unis en multipliant les publicités négatives et les attaques personnalisées, taillées sur mesure pour discréditer l'adversaire, plutôt que d'encourager le débat. Pour une dernière fois, *Le Devoir* fait un retour sur les hauts, et surtout les bas de ces 33 jours qui feront l'histoire du Québec avec un tout petit « *h* ».

La question de l'isolement

Pour le PQ: seul un gouvernement péquiste peut se porter garant de l'intégrité des institutions et de l'identité québécoises. Êtes-vous prêts à remettre le renard libéral dans le poulailler après 18 mois de purgatoire à peine?

Pour le PLQ: seul un gouvernement libéral se portera au chevet de l'économie québécoise et assurera la paix sociale. Voulez-vous vraiment d'un troisième référendum?

Pour la CAQ: seul un gouvernement caquiste aura le courage de faire le ménage qui s'impose dans les finances publiques. Voulez-vous vraiment remettre aux commandes de l'économie les deux vieux partis responsables du marasme?

Pour QS: seul un gouvernement solidaire peut réaliser la souveraineté par la gauche, dans un souci de répartir équitablement la ri-

chesse. Voulez-vous d'une gauche plus forte à l'Assemblée nationale pour faire contrepoids au néolibéralisme?

Le tournant

Le poing levé de Pierre Karl Péladeau. Avant l'arrivée en scène du magnat de la presse, aveugle à toutes les notions de conflit d'intérêts posées par sa candidature, le PQ voguait sur les eaux calmes d'une majorité. L'image de l'homme d'affaires prospère, brandissant le poing pour son pays à naître, a fait dérailler le train péquiste.

Les citations de la campagne

« *Mon adhésion au Parti québécois est une adhésion à mes valeurs les plus profondes et les plus intimes, c'est-à-dire faire du Québec un pays.* » On ne pourra jamais reprocher à Pierre Karl Péladeau d'avoir manqué d'honnêteté intellectuelle. En sortant du placard souverainiste, il a dressé la table pour que le reste de la campagne porte sur le sempiternel débat entre fédéralistes et souverainistes. La hardiesse du soldat PKP a forcé Pauline Marois à parler le langage cryptique auquel nous ont habitués tous les chefs du PQ depuis 20 ans (à l'exception de Jacques Parizeau) en affirmant: « *Il n'y aura pas de référendum... Tant que les Québécois ne seront pas prêts.* »

Le moment de disgrâce

Janette Bertrand s'est lancée dans un nouveau

projet: la peur avec un grand « *X* », comme dans xénophobie. Il faut bien décrire sa sortie contre le « *grugeage* » appréhendé des droits par des riches étudiants musulmans de McGill, ces voleurs de piscines, pour ce qu'elle est. C'est une manifestation d'hostilité, de peur et de rejet face à l'étranger, cet Autre qui menace l'équilibre d'une société à la recherche de ses repères. Le moment de disgrâce n'appartient cependant pas à M^{me} Bertrand, mais à Pauline Marois, car elle n'a pas été en mesure de prendre la hauteur attendue d'un chef d'État et de se dissocier, poliment mais fermement, de cette dérive.

Les enjeux perdus

La liste s'allonge de jour en jour. La justice, l'éducation supérieure, les conditions de vie des autochtones et la culture font figure d'enjeux négligés ou abordés de façon superficielle. Il a été beaucoup question de la protection de la langue française, surtout depuis la bourde monumentale de Philippe Couillard sur les vertus du bilinguisme au travail, lors du deuxième débat des chefs. Personne n'a abordé de front l'abc de la survie du fait français en Amérique. Au Québec, il y a présentement 800 000 personnes qui sont incapables de lire ces lignes. Et un Québécois sur deux est considéré comme un analphabète fonctionnel. L'enjeu n'est-il pas tout aussi important que la concurrence de l'anglais pour la

vitalité de la culture québécoise?

Le moment de grâce

La Coalition avenir Québec et Québec solidaire n'ont absolument rien en commun, si ce n'est que leurs chefs ont mené les campagnes les plus cohérentes d'un point de vue idéologique. François Legault et Françoise David ont connu un moment de grâce dans cette campagne, tout simplement parce qu'ils ont respecté l'esprit et la lettre de leur programme, au risque assumé de déplaire. L'un est un peu trop à droite et l'autre est un peu trop à gauche aux yeux de ce « *centre mou* » qui fait et défait des gouvernements. Dans l'attente d'un leader courageux, qui osera un jour introduire des éléments de représentation proportionnelle, la CAQ et Québec solidaire sont condamnés à des lendemains qui déchantent, et à une cruelle sous-représentation à l'Assemblée nationale.

Des questions qui tuent

Combien? Combien d'ex-ministres, collecteurs de fonds, ingénieurs et entrepreneurs liés au PLQ (la seule formation qui a fait l'objet de perquisitions à ce jour) seront embarrassés par les travaux de la commission Charbonneau et la conclusion des enquêtes de l'UPAC? Et quel sera le prix politique à payer pour Philippe Couillard?

Brian Myles

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

DEMANDEZ UN ESTIMÉ

SUR MESURE
SOLAIRES, TRANSLUCIDES, OPAQUES
514 231-8677

50% DE RABAIS OU INSTALLATION GRATUITE
SANS FRAIS : **1 855 770-8677**

MONTRÉAL 514-231-8677
QUÉBEC 418-654-8677
TROIS-RIV. 819-696-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

Certifié 5 Étoiles®
Claude Bouchard

TOILE À ROULEAUX • PAINNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES DE VOILAGE • STORES VERTICAUX • STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS
Lac Beauport, Beauré, Lévis, Donnacona, Deschambault, Berthierville, Joliette, Repentigny, Boisbriand, St-Sauveur, Sainte-Agathe, St-Bruno, Chambly, Candiac, Magog

BILAN DE CAMPAGNE

Les promesses des partis	Parti québécois	Parti libéral	Coalition avenir Québec	Québec solidaire
Économie	Parvenir au déficit zéro en 2015-2016; créer 115 000 emplois en 3 ans; faire passer la part du PIB consacrée à la recherche et développement de 2,4 à 3%.	Parvenir au déficit zéro en 2015-2016; relancer le Plan Nord; créer une stratégie maritime; stimuler la création de PME; créer 250 000 emplois.	Parvenir au déficit zéro en 2014-2015; réduire les taxes, tarifs et impôts; créer une charte des contribuables; récupérer l'argent dérobé par la collusion; créer une déclaration de revenus unique.	Accroître le nombre de paliers d'imposition pour les particuliers; imposer davantage les entreprises; combattre l'évasion fiscale; créer 25 000 emplois dans le secteur public.
Santé	Créer 287 groupes de médecine familiale (GMF) et fournir un médecin de famille à chaque Québécois d'ici 2026.	Éliminer la taxe santé et réduire le coût des médicaments; créer des «supercliniques» ouvertes 7 jours sur 7; revoir le financement des établissements.	Éliminer la taxe santé; réduire les temps d'attente; éliminer les agences de santé; revoir la rémunération des médecins et le financement des hôpitaux.	Éliminer la taxe santé et réduire le coût des médicaments; offrir des soins de santé publics gratuits 24 heures en CLSC et un soutien à domicile élargi.
Éducation	Revoir le nombre de commissions scolaires; réduire le décrochage; accroître l'accès au postsecondaire; adopter une politique d'éducation aux adultes.	Réduire de 40% la taille du ministère de l'Éducation; réduire le décrochage; assurer le diagnostic précoce des difficultés d'apprentissage.	Abolir les commissions scolaires; réduire le décrochage pour atteindre un taux de diplomation de 80% d'ici 2020.	Instaurer la gratuité scolaire à tous les niveaux d'ici 5 ans; revoir le financement en éducation et en enseignement supérieur; réduire le décrochage.
Programmes sociaux	Construire 15 000 logements abordables en 5 ans; adopter une nouvelle politique jeunesse; moderniser la Loi sur la santé et la sécurité du travail.	Annuler la hausse du tarif des CPE, mais l'indexer à compter de 2015; aider les proches aidants; appuyer les aînés souhaitant demeurer à domicile.	Augmenter le nombre de places en garderies privées; limiter l'augmentation des prix de garde; accroître les inspections en CHSLD et la formation du personnel.	Créer toutes les places nécessaires en CPE; hausser le salaire minimum; renforcer la loi anti-briseurs de grève; construire 50 000 logements sociaux.
Identité et langue	Adopter la charte de la laïcité; préparer un livre blanc sur l'avenir politique du Québec; moderniser la loi 101.	Rejeter la charte de la laïcité, mais exiger que les services publics soient fournis à visage découvert; maintenir le choix de la langue d'enseignement aux niveaux préscolaire et postsecondaire.	Adopter une charte de la laïcité interdisant le port de signes religieux pour les fonctionnaires en position d'autorité ou offrant un service au citoyen.	Adopter une charte de la laïcité interdisant le port de signes religieux pour les fonctionnaires en position d'autorité ou offrant un service au citoyen; appliquer plus sévèrement la loi 101.
Culture	Doter le Québec d'une nouvelle politique culturelle; améliorer le soutien public et privé offert aux artistes et créateurs.	Permettre aux artistes de mieux commercialiser leurs produits.	Accroître l'exportation des produits culturels; stimuler la demande en culture en sol québécois.	Augmenter le financement culturel.
Environnement	Encourager l'électrification du transport; adopter une loi arctique; interdire certaines activités d'exploitation du gaz de schiste.	Atteindre un objectif de réduction des GES de 20% d'ici 2020; réserver 10% du territoire marin à des aires protégées d'ici 2015.	Dépolluer le Saint-Laurent et mieux gérer les eaux usées; assainir les sites contaminés.	Développer l'énergie propre, l'efficacité énergétique et le transport électrique; arrêter la prospection pétrolière dans le Saint-Laurent.
Montréal	Retenir les familles; étudier la possibilité de recouvrir partiellement l'autoroute Ville-Marie; étudier le prolongement du métro.	Donner plus d'autonomie à Montréal, notamment en matière de fiscalité; recouvrir partiellement l'autoroute Ville-Marie.	Réduire le nombre d'élus; faire de Montréal une zone d'innovation dans le cadre du «projet Saint-Laurent».	Rendre le transport en commun gratuit d'ici 2024; recouvrir l'autoroute Ville-Marie; octroyer un statut particulier à Montréal.

Informations compilées par Philippe Orfali.

Allô prof : des services GRATUITS d'aide aux devoirs offerts à la grandeur du Québec!



Montréal
(514) 527-3726
Québec
(418) 843-5355

Extérieur
1-888-776-4455
Internet
www.alloprof.qc.ca



Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens.
Antiquités haut de gamme.
Grande valeur offerte.

Borduas
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Jean-Paul Lemieux - «Portrait de jeune fille» - Huile sur toile

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.
Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte
depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

15% des étudiants admissibles ont voté sur les campus

LOUIS CLOUTIER
MAGDALENE BOUTROS

Bien que le mouvement étudiant réclamait depuis des années la possibilité de voter directement sur les campus, il n'y a qu'un peu plus de 15% des étudiants admissibles qui se sont prévalus de cette nouvelle façon de voter.

Selon les données compilées par le Directeur général des élections du Québec (DGEQ), 54 671 étudiants ont ainsi voté dans leur établissement d'enseignement pour un candidat de la circonscription de leur domicile d'origine.

Au cours des quatre journées consacrées au vote étudiant, le 28 mars et les 1^{er}, 2 et 3 avril, quelque 300 bureaux de vote ont été installés dans 175 centres de formation professionnelle et établissements d'enseignement postsecondaire, ce qui comprend les cégeps, collèges et universités.

Ce sont 19,26% des électeurs qui ont déjà noirci leur cercle, ce qui représente 1 152 000 citoyens

Ce taux de participation au vote sur les campus s'apparente à celui du vote par anticipation, puisque 15,76% des électeurs se sont prévalus de leur droit de vote les 30 et 31 mars.

Le DGEQ, Jacques Drouin, admet qu'il espérait tout de même une plus grande participation étudiante. *«Mais de tout temps, le groupe d'âge des 18-34 ans a toujours voté moins que la moyenne des électeurs»*, fait-il valoir.

Par ailleurs, le DGEQ a enregistré un nombre record d'inscriptions pour le vote des électeurs hors Québec. Un peu plus de 18 000 Québécois ont satisfait aux critères pour voter par correspondance.

«Il faut dire que la période de l'année est propice à ce que plusieurs personnes soient en Floride», avance M. Drouin pour expliquer cet engouement.

Une pléiade d'autres moyens permettaient d'exprimer son vote avant le 7 avril, dont le vote dans les maisons d'hébergement et le vote à domicile. En tout, ce sont 19,26% des électeurs qui ont déjà noirci leur cercle, ce qui représente 1 152 000 citoyens.

Aux dernières élections générales, le 4 septembre 2012, ce taux était de 16,5%.

M. Drouin se garde bien de faire des prédictions à partir de ces données préliminaires. Une prudence qui découle en partie de l'élection de 2008, qui avait permis d'enregistrer un taux de participation record au vote par anticipation. *«Mais ça s'est effondré par la suite le jour du scrutin»*, rappelle-t-il. Un maigre 57,43% des électeurs s'était exprimé, le plus bas taux en 70 ans.

M. Drouin espère voir notre démocratie en pleine effervescence lundi. *«Je souhaite qu'on atteigne à tout le moins le même taux qu'on avait atteint en 2012, c'est-à-dire près de 75%»*, laisse-t-il tomber.

La Presse canadienne

D Lire aussi : Tous les textes publiés lors de la campagne électorale à elections.ledevoir.com

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
Avocats inc.

514.861.0469

menardavocats.com

RÉSERVEZ AUJOURD'HUI !
LES DÉPARTS EN 2014 SE VENDENT VITE

PRIME DU PRINTEMPS

jusqu'à

750\$★

PAR COUPLE EN VALEUR AJOUTÉE



OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE

Profitez d'une nuitée GRATUITE à Vancouver ou à SEATTLE !



SEATTLE, WASH.



COASTAL PASSAGE

C'est maintenant le temps idéal pour découvrir le *Pacific Northwest* et les Rocheuses canadiennes à bord du train primé Rocky Mountaineer.

Réservez un forfait admissible* de Rocky Mountaineer et obtenez une nuitée additionnelle **GRATUITE** à Vancouver, C.-B. Pour obtenir la meilleure valeur, choisissez un forfait admissible qui inclut notre nouvel itinéraire **Coastal Passage** entre Seattle, Vancouver et les Rocheuses, et recevez une nuitée additionnelle **GRATUITE** à Seattle, **PLUS** un déjeuner et un souper - une valeur ajoutée allant **jusqu'à 750 \$ par couple !**

WESTERN EXPLORER

CALGARY-BANFF-LAKE LOUISE-JASPER-KAMLOOPS-VANCOUVER
8 JOURS / 7 NUITS

À partir de
3 589\$
par personne en
service GoldLeaf

- 2 jours à bord du Rocky Mountaineer
- 2 déjeuners, 2 dîners
- 7 nuits d'hôtel
- Calgary Tower
- Survol en hélicoptère
- Téléphérique de Banff
- Visite touristique du parc national Yoho
- Visite de la Promenade des glaciers, incluant une balade dans un *Ice Explorer*
- Visite touristique des points saillants de Jasper
- Vancouver Lookout
- Laissez-passer aux parcs nationaux
- Transferts aux gares et manutention des bagages



CANADIAN ROCKIES HIGHLIGHTS & COASTAL PASSAGE

CALGARY-LAKE LOUISE-BANFF-KAMLOOPS-VANCOUVER-SEATTLE
8 JOURS / 7 NUITS

À partir de
4 189\$
par personne en
service SilverLeaf

- 3 jours à bord du Rocky Mountaineer
- 3 déjeuners, 2 dîners
- 7 nuits d'hôtel
- Calgary Tower
- Téléphérique de Banff
- Survol en hélicoptère
- Visite touristique du parc national Yoho
- Visite touristique de la Rive nord de Vancouver
- Vancouver Lookout
- Laissez-passer aux parcs nationaux
- Transferts aux gares et manutention des bagages



APPELEZ SANS FRAIS AU 1.800.425.9126, VISITEZ ROCKYMOUNTAINEER.COM
OU COMMUNIQUEZ AVEC VOTRE AGENCE DE VOYAGE



ROCKY MOUNTAINEER®

*Conditions Offre valable pour les nouvelles réservations de 2014 faites d'ici le 2 mai 2014. Voyage entre avril et octobre 2014. L'offre s'applique à tout forfait 2014 de Rocky Mountaineer dont la portion terrestre est de 6 nuitées ou plus en service GoldLeaf de luxe, GoldLeaf ou SilverLeaf. La croisière n'est pas incluse dans le nombre de nuitées admissibles. Acomptes requis au moment de la réservation. Les forfaits admissibles incluant l'itinéraire Coastal Passage obtiennent une nuit d'hôtel gratuite à Seattle, en plus d'un souper et d'un déjeuner à l'hôtel. Le prix du forfait Western Explorer est par personne en \$ CAD, en service GoldLeaf, sur des départs sélectionnés entre le 19 et le 26 avril 2014, à partir de Calgary, sous réserve de disponibilité. Le prix du forfait Canadian Rockies Highlights and Coastal Passage est par personne en \$ CAD, en service SilverLeaf, sur des départs sélectionnés entre le 1er et le 22 juin 2014, et entre le 10 août et le 7 septembre 2014, à partir de Calgary, sous réserve de disponibilité. L'hébergement est en occupation double. Les prix n'incluent pas les taxes, le supplément pour le carburant, ni les vols. Cette offre n'a pas de valeur monétaire. Des conditions additionnelles s'appliquent.

ACTUALITÉS

BÉNÉVOLES

SUITE DE LA PAGE 1

Quelques bénévoles plutôt âgés parlent au téléphone. Lorraine Gagner dirige cette équipe de travailleurs de la base, les lumpenprolétaires de la politique.

« Une centaine de personnes sont attirées par la rémunération versée au secrétaire le jour des élections, dit-elle. Une cinquantaine d'autres travaillent bénévolement à l'affichage, au pointage, au tractage, au porte-à-porte. Il ne s'agit pas de convaincre les gens, mais bien de dénicher les sympathisants pour faire sortir le vote. »

M^{me} Gagner a commencé à militer au MSA, le Mouvement souveraineté-association, créé en 1967 par René Lévesque. Une photo du fondateur est épinglée au mur défraîchi du local. Le PQ a déjà compté plus de 100 000 membres. Une grande formation politique québécoise peut maintenant s'estimer heureuse d'en rassembler la moitié.

« Dans notre vie démocratique, la place des bénévoles et des militants est centrale, dit le politologue Eric Montigny, de l'Université Laval (UL).

Le PQ a déjà
compté plus
de 100 000
membres.
Une grande
formation
politique
québécoise
peut
maintenant
s'estimer
heureuse d'en
rassembler
la moitié.

Traditionnellement, cette figure a été le pivot de la vie partisane depuis des décennies au Québec. Maintenant, les signes de la disparition du militant politique se multiplient. D'abord, il y a un vieillissement des militants au Québec comme ailleurs au Canada. Il y a aussi un déclin du militantisme, moins de membres par exemple. »

Le titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires a prononcé en octobre une « grande conférence » de la Faculté des sciences sociales de l'UL sur le thème de la disparition du militantisme. Cette transformation a plusieurs effets concrets sur les partis. Le plus évident concerne la professionnalisation des formations. Les partis font de plus en plus appel à des pros rémunérés, y compris pour des tâches toutes simples comme la pose d'affiches.

Les appels téléphoniques peuvent aussi être délégués à des machines. On sait quelle importance ont eu les dérapages des robocalls dans de récentes campagnes fédérales et municipales.

« Les partis s'adaptent au déclin avec les nouvelles technologies, dit encore le professeur. Il y a cinquante ans, on faisait encore des réunions de cuisine, parce que tout le monde se connaissait. Il y a trente ou quarante ans, on faisait encore du porte-à-porte. Après, on est passé au pointage téléphonique. Et maintenant on est rendu au robocall. »

En fait, les bénévoles appellent encore sinon beaucoup, au moins passionnément. Seulement, la popularité croissante des cellulaires et l'absence de bottin des mobiles posent un sérieux casse-tête aux formations. Pour compenser, il faut « reprendre son pied la route » comme on dit en Afrique, marcher pour démarcher, mais avec moins de personnes pour la tournée.

Tout ça pour le sacro-saint pointage. Plus le taux de participation s'affaiblit, meilleures sont les chances de la machine électorale la mieux huilée pour guider ses partisans vers les urnes.

La multimilitance

Le spécialiste Montigny note que le déclin du militantisme et du bénévolat politique s'explique par plusieurs facteurs, le cynisme, bien sûr, mais aussi la « multimilitance ». Selon cette nouvelle réalité, les citoyens ciblent un ou deux enjeux, une ou deux causes qu'ils retrouvent dans un parti, mais aussi dans un organisme où ils s'impliquent. Le jour où le parti faiblit par ses promesses ou ses actions sur la cause, le militant l'abonne et adieu, plus rien ne va, par une sorte de *pars pro toto* critique.

Cecilia Macedo semble incarner le phénomène. Elle travaille aussi à faire élire Manon Massé qu'elle a connue à Laval, où elle habite, quand la candidate y travaillait auprès des groupes communautaires. « QS répond à mes valeurs, dit la jeune femme qui est aussi une ambassadrice de la Fondation Suzuki. QS, c'est le parti le plus vert. »

QS pourrait être un cas à part avec sa base solide et très fermement engagée. Dans les vieux partis, la disparition ou la mutation du militantisme a déjà des conséquences fondamentales que le professeur Montigny a étudiées dans son livre *Leadership et militantisme au Parti québécois* (PUL, 2011).

« J'ai observé que les objectifs et les motivations des militants ont changé, dit-il. Ils sont maintenant beaucoup plus orientés vers la gouvernance que vers les idées. Cette réalité a des impacts sur la gestion d'un parti, sur la centralisation du pouvoir vers le chef. Un militantisme moins fort concentre le pouvoir autour des chefs et rend le parti beaucoup plus dépendant des résultats électoraux. »

Pardon? « Lorsqu'on milite pour des idées, on mesure le progrès de l'avancement des idées. Quand on milite pour la gouverne, la sanction c'est de ne pas réussir à se faire élire. »

On s'en reparle mardi matin...

Le Devoir

BILAN

SUITE DE LA PAGE 1

daire : les électeurs fédéralistes, majoritaires, se sont rués vers les libéraux par crainte d'un référendum. Le PQ et la CAQ de François Legault ont subi une saignée.

Pauline Marois a eu beau répéter qu'il « n'y aurait pas de référendum tant que les Québécois n'en voudront pas », le mal était fait. Le Parti québécois a passé les trois dernières semaines de la campagne à tenter de recentrer le message. M^{me} Marois a parlé d'économie, d'intégrité et de défense de l'identité québécoise. Dans un geste apparemment désespéré, la chef péquiste a même promis des baisses d'impôt en cas de retour des surplus budgétaires, à quatre jours du vote, après avoir martelé durant des semaines que les finances du Québec sont en équilibre précaire.

« Lançage de bouette »

Plus important encore, Pauline Marois a attaqué sans relâche le bilan des neuf années de gouvernement libéral sous Jean Charest : « Voulez-vous vraiment revenir à ça ? » À partir du premier débat télévisé, à la mi-campagne, le ton a changé et le « lancement de bouette », pour reprendre l'expression consacrée, a dominé les échanges. Tous les chefs l'ont fait, à des degrés divers.

« Ce qui est nouveau avec cette élection, c'est que les chefs ont remis en cause l'intégrité personnelle de leurs opposants — à tort et à travers, certainement », dit Denis Saint-Martin, professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal.

« C'est la moins québécoise des élections que nous avons eues depuis longtemps. On assiste à l'américanisation de la politique. Une politique du scandale », estime-t-il.

Tout est devenu bon pour salir l'adversaire, selon M. Saint-Martin : les placements de Philippe Couillard à l'île de Jersey, les filiales de Québecor au Delaware, les techniques de financement électoral de Claude Blanchet, mari de Pauline Marois, les arrestations à venir par l'Unité permanente anticorruption (UPAC), les enquêtes du Directeur général des élections (DGE) sur le financement des partis...

« Les partis politiques utilisent les institutions censées être garantes de l'intégrité comme des armes de combat partisan », affirme Denis Saint-Martin. Plusieurs attaques lancées contre l'éthique des candidats étaient d'intérêt public, mais les insi-



Un sondage du Journal de Montréal confirme la remontée de la CAQ

Un sondage Léger/Le Journal de Montréal à être diffusé samedi confirme la nette remontée de la Coalition avenir Québec (CAQ) et l'avance du Parti libéral du Québec (PLQ) dans les intentions de vote. Le coup de sonde réalisé les 2 et 3 avril derniers place le PLQ en tête (38%) à quelques jours des élections générales, devant le Parti québécois, qui obtient 29% d'appui. La CAQ de François Legault arrive troisième, à 23%, alors que Québec solidaire aurait obtenu 9% des voix si les élections avaient eu lieu mercredi ou jeudi, un score pratiquement identique à ce qu'obtenait la formation de gauche dans un sondage Léger/Le Devoir mené du 11 au 13 mars dernier. Ce sont les électeurs francophones qui permettent à la CAQ de regagner du terrain et d'ainsi brouiller les cartes, alors que les anglophones et allophones appuient en bloc, à 71%, le PLQ. Le sondage a été effectué auprès de 1220 internautes.

Le Devoir

nuations et allégations gratuites éclaboussent l'ensemble de la démocratie. Et on n'a encore rien vu : le temps n'est pas loin où un candidat aux élections sera embarrassé par une histoire d'adultère, sujet tabou jusqu'à maintenant au Québec, mais qui fait les manchettes aux États-Unis et en France, notamment, rappelle le professeur.

« Avec les standards d'intégrité imbéciles qui prennent place, je ne suis pas sûr que René Lévesque pourrait être premier ministre de nos jours. Il a été un chef exceptionnel, mais il jouait au poker avec des gens louches! » dit-il.

Pourquoi voter?

Oui, la campagne a été sale, mais la politique a toujours été un milieu dur, nuance de son côté Eric Montigny, professeur au Département de science politique de l'Université Laval. « Quand j'entends que c'est une des campagnes les plus dures de l'histoire du Québec, il faut mettre les choses en perspective. René Lévesque faisait campagne avec un lutteur [Johnny Rougeau] à ses côtés à cause de la violence dans les bureaux de scrutin », dit-il.

Le revers de la médaille, c'est que la campagne négative risque d'augmenter le désabu-

sement des électeurs. Et de diminuer l'envie de voter. Le taux de participation anémique aux élections de 2008 — 57,43%, le plus bas en 70 ans — a laissé croire aux analystes que les Québécois se désintéressaient de la démocratie.

En 2012, les trois quarts des électeurs (74,6%) s'étaient rendus aux urnes, mais le printemps érablé avait agi comme un puissant motivateur, tant pour les adversaires que pour les partisans du gouvernement Charest. Cette fois, on cherche encore la fameuse « ballot question », l'enjeu principal de la campagne, qui donnerait envie aux gens d'aller mettre un X sur leur bulletin de vote.

Pour certains, c'est le référendum sur la souveraineté du Québec. Pour d'autres, la charte de la laïcité. D'autres évoquent l'intégrité, l'économie, la justice sociale. Chose certaine, la tentation sera grande, pour une partie des 5991361 électeurs, d'envoyer un message en restant chez eux le jour du scrutin. Ça risque de réjouir Philippe Couillard : l'histoire récente démontre que plus le taux de participation est faible, plus le Parti libéral a de chances de gagner.

Le Devoir

DROIT DE VOTE

La Cour donne raison à un seul étudiant étranger

MÉLANIE MARQUIS

Seul un des cinq étudiants étrangers de l'Université McGill qui s'étaient présentés devant la Cour supérieure pour faire reconnaître leur droit de vote pourra faire une croix sur un bulletin le 7 avril.

Le juge Robert Mongeon a accueilli exclusivement la requête de Brendan Edge, candidat du Parti vert dans Chomedey, vendredi après-midi, au palais de justice de Montréal.

La qualité de candidat de M. Edge impliquait nécessairement celle d'électeur, a expliqué le juge, qui avait soulevé la veille la « contradiction » entre le fait d'être accepté comme candidat et rejeté comme électeur.

« Je suis incroyablement heureux de pouvoir voter dans ma propre élection, mais terriblement contrarié que mes quatre codemandeurs ne puissent le faire. Je pense que c'est un déni de justice », a commenté Brendan Edge, un jeune homme âgé de 21 ans, après l'annonce du jugement.

La Loi électorale stipule que pour être inscrite sur la liste électorale et pouvoir exercer son droit de vote, une personne doit avoir 18 ans et être domiciliée au Québec depuis au moins six mois.

Deux des plaignants, Arielle Vaniderstein, de l'Île-du-Prince-Édouard, et Simren Sandhu, de la Colombie-Britannique, ont été déboutés sur le critère de l'âge. Cela ne fait pas six mois qu'ils résident au Québec depuis qu'ils ont atteint l'âge de la majorité, a noté le juge Mongeon. D'après la loi, un étudiant mineur est présumé être domicilié chez ses parents.

Quant aux deux autres, Matthew Lucas Satterthwaite et James Hallifax, ils ne satisfont pas aux exigences de la loi — et la Commission de révision électorale a agi à l'intérieur de son autorité en tranchant qu'ils ne devraient pas avoir le droit de vote aux élections provinciales de lundi, a fait valoir le juge.

Tous font leurs études à l'Université McGill.

« C'est une victoire très partielle. Cependant, on a établi une chose très importante : qu'on n'est pas à l'abri de la révision judiciaire », a commenté l'avocat qui représentait les cinq étudiants bénévolement, M^e Julius Grey. L'avocat a l'intention de recommander à ses clients de poursuivre leurs démarches judiciaires nonobstant le fait que l'élection aura lieu lundi.

Le juge Mongeon avait insisté jeudi sur le fait que cette cause ne portait « pas juste sur une question de trois, quatre votes », mais sur une question de principe. « Le sujet va avoir un effet de précédent. Il faut aussi voir plus loin », avait-il fait valoir aux parties intéressées, ajoutant que sa décision risquait d'établir des principes qui vont guider bien d'autres personnes.

La question du lieu de résidence était au cœur de ce litige.

Les commissaires chargés d'évaluer si une personne venue de l'extérieur a le statut d'électeur au Québec lui demandent certaines pièces justificatives pour démontrer qu'elle est bel et bien domiciliée au Québec, comme la carte d'assurance-maladie ou le permis de conduire.

Or, dans ces cinq cas, des commissaires ont estimé avec leur pouvoir discrétionnaire qu'ils n'avaient pas le statut d'électeur.

La Presse canadienne

COBAIN

SUITE DE LA PAGE 1

L'image aura été tenace, même si, deux décennies plus tard, jour pour jour, elle peine encore et toujours à tenir la route, révélant même, avec le temps, les contours d'un mythe qui finalement a tous les ingrédients qu'il faut pour... s'effriter.

« Il était facile de faire de Kurt Cobain l'icône d'une génération perdue, lance à l'autre bout du fil Serge Lacasse, professeur de musicologie et spécialiste de la musique populaire à l'Université Laval. Le hic, ce ne sont pas ses fans, et encore moins la presse spécialisée, qui ont construit cette image reposant sur beaucoup trop de raccourcis. Ce sont les médias généralistes et leurs journalistes de l'époque qui appartaient alors à une autre génération [celle des baby-boomers] » et qui ont inscrit Cobain et son geste radical sur la même trame narrative que celle utilisée pour les Jimi Hendrix, Jim Morrison, Marilyn Monroe, Janis Joplin et consorts. « On a parlé de la grande douleur d'une génération qui aurait emporté l'artiste. Mais de grande douleur, tout comme de génération perdue, il n'y en a sans doute jamais eu. »

Un créateur torturé, pas un martyr

Dure réalité donc pour le p'tit gars d'Aberdeen, incroyable musicien aux cordes vocales abrasives certes, mais qui, loin d'être un martyr, n'aura été au final qu'un créateur torturé de plus dans l'histoire de l'humanité, psychologiquement instable, romantique à l'excès, ayant posé un geste aussi absurde que pathétique à défaut d'être capable de canaliser autrement

son mal-être. Il l'a fait avec méthode, s'évadant fin mars de l'Exodus Recovery Center de Los Angeles où son entourage l'avait convaincu d'aller suivre une cure de désintox, en sautant dans un taxi, puis dans un avion pour revenir à Seattle où, huit jours plus tard, et trois jours après qu'il se fut donné la mort, un électricien allait découvrir son corps inerte dans la résidence qu'il partageait avec Courtney Love sur le chic Lake Washington Boulevard.

« Toutes les générations ont eu leurs artistes torturés et dépressifs », dit M. Lacasse en évoquant, à titre d'exemple, le bouquin *L'hiver de force* de Réjean Ducharme, fier représentant des boomers dont la déprime face au présent et la résistance au conformisme n'est pas très éloignée de celle de Cobain. « La génération X pas plus que les autres. »

Au printemps dernier, le spécialiste de la musique électronique Jean-Yves Leloup, né en 1968, quelques mois à peine avant Kurt Cobain, partageait d'ailleurs le même genre d'analyse en marge d'une exposition sur la techno française, expo tenue aux Arts décoratifs de Paris. Selon lui, une partie de la génération X s'inscrit en effet dans le romantisme qui a guidé le développement du grunge sur la côte ouest américaine, mais sans que cela soit généralisable. « La génération X dont je fais partie, écrit-il dans un texte revenant sur le mythe de Cobain, c'est celle qui a vécu, pleine d'espoir, la fin de la guerre froide et les débuts utopiques de l'Internet et de ce qu'on nommait hier encore la cyberculture. La génération X dont je fais partie, c'est celle des ravers, des DJ, des musiciens et des amateurs de musique électronique pour qui le X n'est en rien le synonyme péjoratif d'une génération dés-

enchantée ou en manque d'idéal, mais plutôt le sésame vers l'extase et l'euphorie. »

Ceci explique sans doute cela, mais également le fait que Kurt Cobain, en 20 ans d'absence, et malgré quelques mouvements d'adoration très localisés qu'il nourrit encore, n'ait jamais atteint la texture symbolique des Jim Morrison, Sid Vicious, chanteur des Sex Pistols, et autres martyrs de la célébrité auxquels plusieurs ont pourtant cherché à le rapprocher. « Cobain n'est pas ce genre d'icône, dit M. Lacasse, mais par contre, sa musique, elle, arrive encore très bien à transcender les générations », même si depuis le début des années 2000, ajoute-t-il, Nirvana et sa voix perdue dans un geste solitaire et personnel, sont de moins en moins sur le devant de la scène. « Dans mes cours, en 2014, les jeunes connaissent tous Nirvana. Alors que pour Yes [formation emblématique du rock britannique des années 70], il n'y a qu'un ou deux étrangers qui en ont entendu parler. »

« Il y a quelque chose dans cette musique qui rejoint encore les jeunes aujourd'hui, poursuit l'universitaire. Une énergie, un son, une émotion qui a encore de la valeur aujourd'hui. » Musicalement s'entend.

En sortant côté cour un 5 avril, Cobain, dans une lettre à la confusion de circonstance, a évoqué le fait qu'il était préférable de « brûler franchement que de s'éteindre à petit feu », référence à la chanson *Hey Hey My My* de Neil Young. Mais deux décennies plus tard, finalement, ni l'un ni l'autre ne semble vraiment avoir été atteint.

Le Devoir

D Lire aussi · Regards sur Kurt Cobain à travers les archives du Devoir. Textes et vidéos à ledevoir.com/kurtcobain.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

D

Le Devoir sur ledevoir.com

f

sur Facebook

🐦

et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541

Par courriel redaction@ledevoir.com

Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344

Par courriel avisdev@ledevoir.com

Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322

Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559

Par courriel abonnements@ledevoir.com

Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346

Par télécopieur 514 985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Jacques de Mirabel, division de Québecor Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.